

blique et du répertoire des fonctionnaires supérieurs de la fonction publique.

b) Trente-trois candidats ont été interviewés par un jury constitué des membres suivants: M. R. B. Whiting, sous-ministre adjoint (Planification des programmes), ministère des Travaux publics; M. J. A. Langford, sous-ministre adjoint (Études techniques), ministère des Travaux publics; M. L. McGurran, directeur des Services financiers, ministère des Travaux publics; M. W. F. Nelson, directeur de l'Administration du personnel, ministère des Travaux publics; M. W. D. Egan, agent de l'évaluation des programmes, ministères des Travaux publics.

La Commission du service civil d'alors avait approuvé la recommandation formulée par ce jury et avait nommé le candidat heureux au poste en question en vertu des alinéas a) et b) de l'article 25 de la loi sur le service civil.

2. Les fonctions actuelles de ce poste comprennent l'administration du programme ministériel à l'égard de la région relativement au logement, aux besoins des ministères clients ayant trait aux édifices, à l'entretien, à l'acquisition d'emplacements, de même que les services d'administration et de personnel occasionnés par le contrôle des finances, l'utilisation de la main-d'œuvre, la classification, la paie, le perfectionnement du personnel, la sécurité et la prévention des incendies; la mise en œuvre dans la région d'une organisation, d'un effectif et d'une ligne de conduite entrant dans les cadres du programme et des directives du ministère; la présentation de recommandations visant le maintien de certaines sociétés à l'égard de contrats relatifs aux services; l'invocation des clauses pénales contenues dans les contrats, la mise en œuvre des changements apportés dans les méthodes du ministère en vue d'améliorer les services fournis par la région aux ministères clients et au grand public, l'acceptation ou le rejet de réclamations dans les limites de l'autorité attribuée, et l'exécution d'autres fonctions connexes.

3. Le présent titulaire de ce poste est un architecte diplômé qui a été employé par le ministère des Travaux publics pendant sept ans, de 1955 à 1962, et au cours de cette période il a occupé différents postes, y compris ceux d'architecte adjoint de district et d'architecte de district au bureau du district d'Ottawa et celui d'architecte de coordination au bureau central du ministère des Travaux publics. Entre 1963 et sa nomination au poste en question, il a été vice-président d'une société d'exploitation et de construction dont l'activité s'étendait à tous les domaines de la construction.

4. Le traitement accordé pour ce poste est de \$17,270 à \$20,802 par année.

[L'hon. M. McIlraith.]

QUESTION TRANSFORMÉE EN ORDRE DE DÉPÔT DE DOCUMENTS

LE MONTANT DES ACHATS DU GOUVERNEMENT ET DES SOCIÉTÉS DE LA COURONNE

Question n° 162—M. Godin:

1. Pour chacune des trois dernières années, quel fut le montant des achats, a) du gouvernement, b) des sociétés départementales, c) des sociétés mandataires, d) de chacune des sociétés de propriétaire?

2. Pour chacun des montants précités, quelle fut annuellement la proportion des achats de produits canadiens et celle de produits étrangers?

(Le document est déposé.)

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES

LE VIETNAM—LA RÉACTION À L'OFFRE D'UN CESSEZ-LE-FEU DE LA PART DES ÉTATS-UNIS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. W. B. Nesbitt (Oxford): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au premier ministre. A-t-il reçu des renseignements au sujet de l'attitude adoptée par le gouvernement du Vietnam du Nord ou de l'un ou l'autre de ses alliés devant l'offre du président Johnson d'ordonner un cessez-le-feu et d'entamer des négociations en vue de mettre fin à la guerre au Vietnam?

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Non, monsieur l'Orateur, nous n'avons, à ma connaissance, reçu aucun renseignement ayant trait à cette déclaration particulière du président. Je m'informerai, toutefois, si nous n'avons rien reçu ce matin.

M. Reid Scott (Danforth): Une question complémentaire pour le premier ministre. Le gouvernement est-il au courant des rumeurs qui circulent en ce moment et selon lesquelles les bombardiers américains refont leur plein d'essence au Canada, leur programme de vol prévoyant deux escales, le premier en Alberta et le second en Alaska? Si oui, le premier ministre pourrait-il nous confirmer le bien-fondé de ces rumeurs?

Le très hon. M. Pearson: Monsieur l'Orateur, je ne possède aucun renseignement de nature à corroborer cette affirmation en ce qui concerne l'Alberta, mais je m'informerai volontiers.

LA SANTÉ ET LE BIEN-ÊTRE

LA COLOMBIE-BRITANNIQUE—RÉSOLUTION CONCERNANT LA PUBLICITÉ RELATIVE AU TABAC

A l'appel de l'ordre du jour.

M. H. W. Herridge (Kootenay-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au